



# CRISE DU COVID-19

## REPORTAGE | L'école au cœur des préoccupations

THOMAS POUPEAU  
 (AVEC O.B.)

« **LA CLASSE D'ÈVE**, ma fille de 7 ans, est fermée pour la semaine. Un camarade a été dépisté positif au Covid. Alors en ce moment, c'est la classe à la maison ! On l'a appris dimanche soir, le cartable était déjà prêt pour le lendemain... Comme l'an passé, c'est reparti pour le système D ! Mais si cela dure plus d'une semaine, ça ne tiendra pas. » La fille de Lia est scolarisée à l'école Madeleine-Michelis de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle n'est pas la seule à vivre une « galère ».

Selon des chiffres annoncés mardi par le ministre de l'Éducation nationale, 6 000 classes sont fermées, surtout en élémentaire puisque le protocole des collèges et lycées ne prévoit plus de fermeture, sauf cluster local. Un chiffre record depuis la rentrée, encore loin des 11 272 d'avril, mais à l'époque, des classes fermaient aussi dans le second degré. Et ça grimpe, dit-on au ministère, où l'on s'inquiète qu'« a contrario des précédentes vacances suivies d'un rebond épidémique, celui-ci n'ait pas encore atteint un plateau ». D'autant que Santé publique France vient de révéler une hausse du taux d'incidence chez les enfants âgés de 6 à 10 ans de 150 % en une semaine.

### Une « petite pression » pour la mère de famille

Chez Lia, on s'est organisé « à coups de demi-journées » chez papy et mamie, à la maison avec Ciara, la baby-sitter. De quoi faire boulinguer la

petite : « Ma mère travaille encore, elle est architecte, elle est parfois obligée de prendre ma fille sur ses chantiers », sourit Lia. La famille redécouvre aussi, forcée, les « joies » de l'école à la maison. « L'instituteur nous envoie chaque jour les devoirs, via l'application Klassly. Les grands-parents s'y mettent quand c'est possible, sinon je m'organise sur le temps du midi ou le soir. »

Une « petite pression », explique cette vendeuse en salle des marchés. « Le CE 1 est une classe importante en termes d'apprentissages, et prof est un métier, ça ne s'improvise pas du tout », rappelle celle qui n'a pu se résoudre à recourir au télétravail à 100 % – possible pour les parents d'élèves positifs ou cas contacts, donc isolés, tout comme le chômage partiel. « Télétravailler avec un enfant au domicile, c'est très difficile », plaide-t-elle. « Les familles comprennent globalement la nécessité de prendre des précautions sanitaires », juge Laurent Zameczkowski, vice-président de la PEEP, fédération de parents, mais « la vraie inquiétude concerne le long terme, comme une fermeture des écoles ».

### Un assouplissement du protocole sur la table

Reste une question : comment enrayer les contaminations chez une population non vaccinée, les moins de 12 ans ? Il y a le sujet du passage du protocole sanitaire scolaire au niveau supérieur, le 3, qui prévoit un passage à l'hybride au

lycée, « selon le contexte local ». Il n'existe aucun seuil pour décider de cela, mais plusieurs indicateurs, comme la couverture vaccinale et la tension hospitalière, souligne la Rue de Grenelle. « L'enseignement à distance, c'est ce qui avait perturbé le bac l'an dernier et entraîné l'annulation des évaluations communes », rappelle-t-on au ministère.

L'accent devrait être mis sur le dépistage des petits, dont à peine la moitié accepte de se soumettre aux 400 000 tests hebdomadaires proposés par l'Éducation nationale. Rallonger les vacances de Noël n'est, semble-t-il, pas d'actualité, « puisqu'on est loin du chiffre de 11 000 classes fermées en vigueur quand cette décision avait été prise au printemps », glisse-t-on Rue de Grenelle.

Selon nos informations, c'est en réalité un assouplissement du protocole qui est sur la table. Olivier Véran, le ministre de la Santé, pourrait annoncer la réouverture des classes aux élèves justifiant qu'ils sont négatifs, en isolant seulement ceux positifs et en procédant à un dépistage massif. Il s'agirait de généraliser une expérimentation en cours dans dix départements, qui met à l'épreuve les laboratoires mais dont le résultat n'est pas encore finalisé. « Des choses peuvent encore bouger jusqu'au bout », précisait-on à l'Élysée hier soir.

